Zeitschrift: Energie extra

Herausgeber: Office fédéral de l'énergie; Energie 2000

Band: - (2003)

Heft: 2

Artikel: Contre : "La Suisse ne pourrait pas tenir ses engagements en matière de réduction des gaz à effet de serre."

Autor: Balet Emery, Chantal

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-642584

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Contre

«La Suisse ne pourrait pas tenir ses engagements en matière de réduction des gaz à effet de serre.»

Pour Chantal Balet Emery, responsable romande d'*economiesuisse* un double non s'impose: financièrement, écologiquement, un abandon précipité du nucléaire conduirait à un gaspillage insensé.

L'initiative *Sortir du nucléaire* propose de limiter la durée d'exploitation des cinq centrales nucléaires suisses à 30 ans au maximum. D'ici une douzaine d'années – demain à l'échelle de la politique de l'énergie – la Suisse perdrait ainsi près de 40% de sa capacité de production d'électricité, soit les besoins en courant de plus de trois millions de personnes. C'est dire si ces installations ne pourraient être remplacées d'un claquement de doigts!

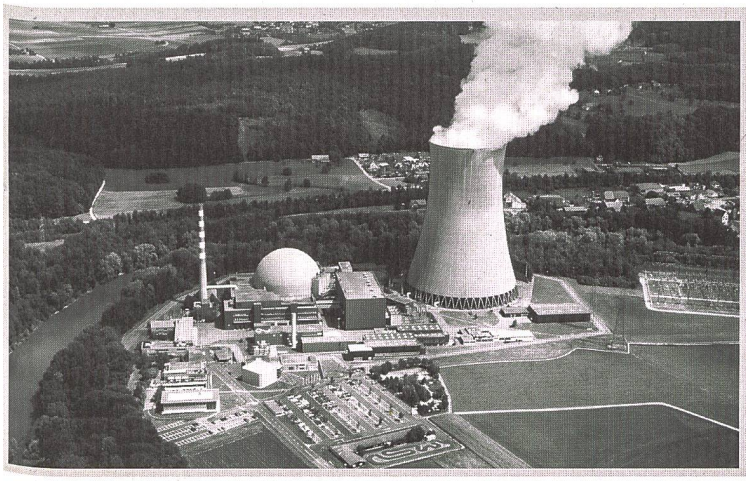
Vide. En limitant insidieusement à 40 ans la durée d'exploitation des centrales nucléaires, avec possibilité de la prolonger de dix ans en dix ans, l'initiative *Moratoire plus* vise en réalité le même but. Ces prolongations étant soumises au référendum facultatif, les industriels responsables devraient se mêler de choix politique. Ce n'est pas leur rôle. Les exploitants de centrales choisiraient de les fermer après 40 ans plutôt que de parier sur un avenir aussi incertain. Nous perdrions donc un peu plus tard, mais tout aussi sûrement, 40% de nos besoins en électricité.

Dans tous les cas, nous devrions trouver quasiment au pied levé comment remplacer une part importante de notre production de courant. Les énergies renouvelables offrent certes des perspectives intéressantes. Elles ne permettraient malheureusement pas de combler à temps le vide laissé par l'arrêt des centrales nucléaires, et cela même si nous continuons à promouvoir et à réaliser d'importantes économies d'énergie.

Désastre. Selon l'Institut de l'énergie de Brême, un abandon prématuré du nucléaire conduirait à un désastre écologique et financier. La seule alternative jugée crédible par les spécialistes étant le gaz naturel, retenons que le coût de *Sortir du nucléaire* atteindrait entre 40 et 62 milliards de francs et celui de *Moratoire plus* entre 29 et 46 milliards de francs, selon les scénarios envisagés. Les scientifiques allemands ne sont d'ailleurs pas les seuls à mettre en garde contre les conséquences d'un abandon précipité du nucléaire. L'Office fédéral de l'énergie, sur la base des investigations du bureau Ecoplan, estime que le coût d'un tel abandon se situerait entre 39 et 45 milliards de francs. De plus, Ecoplan s'attend à la disparition de 3500 emplois au minimum dans le secteur de l'énergie et dans les industries à forte intensité énergétique.

Enfin, il faudrait redoubler d'efforts pour tenter de limiter la pollution de l'air provoquée par le recours massif à un combustible qui lâcherait annuellement des millions de tonnes de CO_2 dans l'atmosphère. La Suisse ne pourrait pas tenir ses engagements en matière de réduction des gaz à effet de serre. De plus, cela rendrait inévitable l'introduction de taxes sur le CO_2 pouvant atteindre 50 centimes par litre d'essence, de diesel et de mazout, sans pour autant atteindre les objectifs prioritaires de réduction du CO_2!

En résumé, la Suisse serait contrainte de construire une pléiade de centrales utilisant des combustibles fossiles. Alors que son autoapprovisionnement en électricité est actuellement garanti, elle devrait dépendre de pays producteurs souvent instables tout en gaspillant des dizaines de milliards. Ce n'est pas sensé. En poursuivant les efforts visant la mise au point d'alternatives plus crédibles, préservons la complémentarité hydraulique + nucléaire, laquelle a largement fait ses preuves en assurant jour et nuit, saison après saison, la fourniture régulière de courant à toutes les régions du pays.



La centrale nucléaire de Gösgen